



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante-neuvième session**

Rome, 4-5 mai 2000

**RAPPORT D'ÉTAPE SUR LE PROGRAMME DE COOPÉRATION ÉLARGIE (PCE)**  
**FIDA/ONG**

**I. GÉNÉRALITÉS**

1. À sa trente et unième session tenue en septembre 1987, le Conseil d'administration a approuvé le lancement du Programme de coopération élargie entre le FIDA et les organisations non gouvernementales (PCE FIDA/ONG). Ce programme, conçu comme un dispositif permettant d'apporter une aide directe aux ONG sous forme de dons, vise à renforcer le processus participatif dans le cadre des projets et des programmes du FIDA, moyennant une vaste collaboration avec les ONG. Compte tenu de cet objectif général, les activités appuyées par le PCE FIDA/ONG se répartissent en trois catégories:

- expérimentation de nouvelles techniques adaptées aux conditions agro-écologiques et socio-économiques des producteurs ruraux pauvres;
- expérimentation de nouvelles approches et de nouveaux mécanismes institutionnels dans divers secteurs et sous-secteurs d'intervention du FIDA afin d'établir leur pertinence, leur acceptabilité et leur durabilité;
- organisation à l'intention des bénéficiaires et des agents de vulgarisation de programmes de formation visant à améliorer l'exploitation des ressources par des systèmes plus efficaces reposant sur des organisations locales viables, telles que groupements d'agriculteurs, associations d'irrigants et autres formules associatives.

2. Dans ces domaines, les projets du PCE devraient fournir des prototypes et des instruments d'intervention pour les projets en cours ou à venir, et poser les bases des investissements futurs du FIDA.

3. Ce mécanisme a été également utilisé pour financer la consultation annuelle FIDA/ONG et les réunions du Groupe consultatif FIDA/ONG, créé en 1990 pour faciliter la préparation de la Consultation en aidant entre autres à choisir les thèmes, à sélectionner les ONG participantes, à préparer les études de cas, et à examiner les documents directifs.

4. Pour pouvoir bénéficier d'un don, une ONG doit apporter la preuve de son sérieux et de ses moyens, et le gouvernement concerné ne doit pas faire objection au fait que le don proposé soit attribué à l'ONG en question. Le Président a été autorisé par le Conseil d'administration à approuver des dons ne dépassant pas 75 000 USD à certaines ONG remplissant les conditions requises. Le Conseil a également invité le Président à faire rapport sur les projets concernant les ONG approuvés au titre du PCE au cours de l'année écoulée.

5. Sur les ressources totales allouées au titre du Programme de dons d'assistance technique du FIDA pour la période 1978-1999, 3,0% ont été affectés à des dons du PCE. Avec les années, l'importance du PCE n'a cessé d'augmenter, passant de 330 000 USD en 1988 à 2 165 500 en 1999.

6. L'efficacité du programme fait l'objet d'examen internes périodiques. Toutefois, depuis 1998, un travail plus méthodique a été fait pour évaluer à la fois les réalisations et les carences du programme et pour recenser les questions liées à la politique générale, aux aspects opérationnels et aux procédures qui doivent être examinées de manière à renforcer son rôle, compte tenu de l'évolution des objectifs et orientations stratégiques du FIDA.

7. Le rapport d'un audit interne du PCE a été présenté à la direction du FIDA en 1999. Un groupe interservices a par la suite été créé en vue d'examiner les procédures opérationnelles du programme, l'objectif étant de les remanier conformément aux recommandations du rapport d'audit; il a présenté ses propositions à la direction en juillet 1999.

8. Pour mettre au point les procédures opérationnelles révisées, il sera tenu compte des conclusions et recommandations d'une étude sur dossier d'un échantillon représentatif de dons du PCE, effectuée par le Bureau de l'évaluation et des études du FIDA, comme le recommandait le rapport de l'audit interne du PCE. Cette évaluation a été terminée récemment et fait actuellement l'objet d'un examen interne.

9. Les principaux points abordés lors des évaluations mentionnées ci-dessus sont les suivants:

- i) la portée, les objectifs et les orientations stratégiques du programme dans son ensemble;
- ii) le bien-fondé du montant maximal fixé pour chaque don;
- iii) les critères de sélection des ONG;
- iv) les procédures opérationnelles applicables à la conception, l'exécution et la supervision des projets;
- v) les modalités permettant de faire respecter par les ONG les dispositions juridiques des accords de dons;
- vi) les dispositifs permettant de garantir un retour d'information et une communication adéquats entre le FIDA et les ONG qui sont ses partenaires;
- vii) les prescriptions concernant les rapports;
- viii) les méthodologies permettant de collecter méthodiquement les enseignements tirés et de les convertir en savoirs utilisables;
- ix) la mesure dans laquelle le PCE peut aider le FIDA à devenir un centre de savoirs.

10. Tout en reconnaissant la pertinence du programme au regard des priorités et stratégies institutionnelles et régionales du Fonds, il est important de ne pas oublier que le PCE n'est que l'un des mécanismes de collaboration entre le FIDA et les ONG. La plupart des ONG partenaires du Fonds participent directement à l'exécution de projets qui bénéficient de prêts du FIDA. De fait, sur les

486 ONG qui ont collaboré avec le FIDA à ce jour, seules 175 ont reçu des dons du PCE. En outre, la collaboration entre le FIDA et les ONG devrait être replacée dans le contexte plus large du partenariat du Fonds avec la société civile, dont la portée s'est considérablement élargie ces dernières années. Il serait donc opportun d'envisager d'élaborer des principes directeurs et une stratégie d'ensemble sur la collaboration entre le FIDA, d'une part, et les ONG et les organisations de la société civile, de l'autre. De fait, c'est là une nécessité qui a été jugée essentielle au cours des divers examens mentionnés plus haut. Une telle stratégie permettrait également de tirer à l'avenir des avantages optimaux du PCE.

## II. ACTIVITÉS DU PCE/ONG EN 1999

11. En 1999, outre un don qui a servi à financer la participation des ONG à la réunion du Groupe consultatif FIDA/ONG, 30 dons ont été approuvés au titre du PCE pour un montant total de 2 165 000 USD, soit une augmentation de 57% par rapport à 1998. Cette augmentation n'est cependant pas imputable à un accroissement du budget du PCE pour 1999, mais à un niveau d'engagement plus important des fonds alloués. Les ONG elles-mêmes ont apporté, en espèces ou en nature, un montant additionnel de 220 000 USD. Le montant moyen des dons du PCE en 1999 a été de 69 000 USD, 73% de l'ensemble des dons étant attribué à des ONG du Sud. Outre les ONG, les projets du PCE en 1999 ont donné lieu à une collaboration avec diverses organisations telles que l'Institut pour la coopération et l'auto-développement (ICADE), le Réseau pour la recherche sur les cultures de racines en Afrique australe, la municipalité de Rome, le Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF), l'Office allemand de la coopération technique (GTZ), la Fondation Ford et le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

12. En 1999, 71% des activités financées au titre du PCE ont essentiellement porté sur le renforcement des savoirs et de la capacité d'organisation des bénéficiaires et de leurs groupements, 58% sur l'expérimentation de nouvelles approches institutionnelles, 30% sur le renforcement de la planification et de l'exécution du développement communautaire sur un mode participatif et 29% sur la mise à l'essai et la diffusion de technologies appropriées. Les principaux secteurs d'activité concernés ont été le développement de la micro-entreprise, les services financiers ruraux, la commercialisation, les liaisons commerciales et la production agricole. Sept dons ont été consacrés au soutien direct des activités de la Convention sur la lutte contre la désertification et plusieurs autres à la problématique hommes-femmes. On trouvera ci-après des résumés de tous les dons, de plus amples détails sur chacun d'entre eux étant fournis en annexe.

13. Aucune consultation FIDA/ONG n'a eu lieu en 1999. Sur recommandation du Groupe consultatif FIDA/ONG, la direction du FIDA a décidé d'organiser la dixième session de cette consultation après un intervalle de 18 mois, afin de donner plus de temps pour se préparer de manière systématique et approfondie sur les questions touchant au thème "FIDA/ONG/gouvernements: partenariats tripartites en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire par le biais de projets et de programmes".

### **Renforcement de la participation populaire**

14. L'un des principaux objectifs du PCE FIDA/ONG, depuis sa création, est de renforcer la démarche participative dans les projets du FIDA pour que ces derniers soient davantage à l'écoute des besoins réels des populations, encouragent l'autosuffisance, assurent la mise en place de moyens locaux permanents et garantissent la pérennité des activités des projets. Conformément à ces objectifs, la Coalition des ONG d'Asie pour la réforme agraire et le développement rural (ANGOC) a reçu un don du PCE qui lui a permis de recenser les meilleures pratiques participatives de conception, d'exécution et d'évaluation des projets de développement, et de produire un manuel sur les outils et les approches participatifs qui doivent aider le FIDA à renforcer et à généraliser la participation dans ses

opérations en Asie. Le projet donne suite à un don d'assistance technique antérieur de deux ans – Méthodes participatives: tirer les enseignements de l'expérience des ONG en Asie – lancé à l'initiative de la division Asie.

15. À Madagascar, un don du PCE à l'Association Hevitra Maro/Kiomba (AHM/Kiomba) contribuera à renforcer la participation effective des bénéficiaires à la conception, à l'exécution et au suivi des projets, et à la problématique hommes-femmes en vue de prendre systématiquement en compte les préoccupations des femmes dans le cadre du projet de mise en valeur du Haut Bassin du Mandraré, un projet en cours financé par le FIDA.

16. Favoriser la participation des populations pauvres à une gestion saine et écologiquement viable des ressources est l'un des buts du projet pilote de gestion participative des parcours de steppe (badia), en Syrie. Avec l'appui du PCE, la Coopérative d'assistance et de secours à toutes les parties du monde (CARE International) familiarisera les communautés locales de bédouins avec les méthodes participatives d'évaluation et de gestion des ressources, l'objet étant de lutter contre la dégradation des terres de parcours et d'assurer une gestion écologiquement viable des ressources. Ce projet pilote capitalisera également les enseignements tirés des phases initiales de l'exécution du projet de mise en valeur des parcours de steppe (badia).

### **Renforcement des capacités et développement institutionnel**

17. Plusieurs dons accordés en 1999 ont eu pour objet de développer la capacité institutionnelle des ONG partenaires et des organisations de la société civile pour les rendre plus à l'écoute des besoins des producteurs ruraux pauvres et leur permettre de jouer un rôle accru dans l'exécution des opérations actuelles ou futures du FIDA.

18. Par exemple, un don de 75 000 USD au Uganda Women's Finance Trust (UWFT) permettra d'accroître les moyens institutionnels dont dispose cette organisation en matière d'octroi du crédit, de mobilisation de l'épargne et de prestation d'autres services financiers à ses clients moyennant une formation adaptée et ciblée, une meilleure gestion des systèmes d'information et une amélioration de l'infrastructure physique. En conséquence, l'UWFT sera plus à même de superviser de manière indépendante les opérations d'épargne et de crédit et de contribuer à mettre en place les services financiers prévus par le FIDA dans le cadre de l'extension au district de Kabarole des activités du programme d'appui à l'aménagement des districts.

19. Le développement des institutions et l'appui à la production agricole sont les objectifs du projet de développement agricole de la région du centre-nord qui doit être exécuté en Sierra Leone par l'Agence adventiste de développement et de secours (ADRA). Les activités prévues sont les suivantes: réorganisation et développement des associations paysannes locales; formation des membres des associations paysannes; création de potagers familiaux pour améliorer la sécurité alimentaire; multiplication des semences et du matériel génétique; et réintroduction de l'élevage local, y compris de la volaille.

20. En Côte d'Ivoire, le projet d'appui aux organisations paysannes a pour objectif principal le développement participatif de groupements en vue de créer des filières commerciales pour les produits agricoles. Tirant parti de l'expérience acquise dans le cadre du projet d'appui à la commercialisation et aux initiatives locales dans le centre-nord, l'Institut africain pour le développement économique et social (IFCI) aidera de 5 à 10 groupements paysans du Zanzan en vue de les aider à accroître leur revenu en améliorant l'organisation de la commercialisation des produits et leur connaissance de ses divers aspects – en particulier pour des cultures vivrières telles que l'igname et la noix de cajou, qui sont des cultures de rapport de plus en plus importantes pour les agriculteurs de la région.



21. En République de Moldova, un don à l'Alliance moldave pour le microfinancement (MMA) renforcera la capacité des associations d'épargne et de crédit pour les aider à atteindre les communautés rurales les plus pauvres en renforçant leurs moyens de suivi, d'évaluation et de mobilisation de l'épargne. Le projet complétera ainsi le projet de développement du financement rural et des petites entreprises, qui a pour objet de favoriser la participation des ruraux pauvres à la commercialisation de la production agricole et au développement des zones rurales, moyennant la création de services financiers efficaces.

22. Aux Philippines, la Fondation Balay Mindanaw (BMFI) mettra à l'essai un cadre de planification et d'évaluation qui servira à renforcer la capacité des services des collectivités locales, des ONG et des organisations populaires. Le renforcement des capacités portera sur l'ensemble des activités, depuis la collecte des données, y compris de données ventilées par sexe sur les ménages, jusqu'à la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation pour la planification du développement de Barangay. Les résultats de ce projet du PCE serviront à exécuter le futur projet de développement des zones côtières et montagneuses du nord de Mindanao.

23. En Arménie, un don du PCE à l'Union pour le développement des groupements d'action civique (Shen) servira à donner aux ONG locales les moyens d'appuyer les initiatives locales ayant pour objet d'atténuer les problèmes sociaux qui touchent des zones isolées du pays depuis l'indépendance et à aider le pays à s'adapter à l'économie de marché. Après une enquête initiale visant à recenser les ONG, et à en évaluer les moyens, environ 10 d'entre elles seront sélectionnées pour recevoir une formation intensive portant sur la gestion des petites entreprises, les pratiques financières et comptables modernes, la commercialisation et les problèmes juridiques. Cette formation ne sera pas uniquement théorique mais comprendra des activités pratiques. À cette fin, une petite entreprise sera créée pour mettre en application les connaissances transmises par le programme de formation. Ce modèle servira à concevoir des activités similaires à l'avenir.

### **Valorisation des savoirs et de l'organisation**

24. Dans le cadre de sa stratégie d'appui à la valorisation des savoirs des ruraux pauvres, le FIDA soutient de plus en plus fréquemment la constitution de réseaux et les échanges entre ceux qui ont des connaissances et une expérience pertinentes et ceux qui ont besoin de ces connaissances et de cette expérience pour faire face à des problèmes et situations similaires.

25. Nombre des populations les plus marginales et les plus pauvres d'Asie, dont en grande majorité des populations indigènes, vivent dans les zones de collines et de montagnes et n'ont guère d'autres moyens de subsistance que les cultures itinérantes. Le don du PCE à l'Institut international pour la reconstruction rurale (IIRR) a pour principal objectif de réduire au minimum les effets écologiques négatifs des cultures sur brûlis en repérant les meilleures pratiques et en les diffusant dans les communautés concernées. Les résultats du projet serviront dans les interventions financées par le FIDA au Bhoutan, au Cambodge, dans le nord-est de l'Inde, en Indonésie, au Laos, au Népal, aux Philippines et au Viet Nam.

26. Compte tenu de la mondialisation et du rôle de moins en moins important que joue l'État dans la fourniture des biens et des services, les dons accordés à l'Association pour les projets de lutte contre la faim (Associacao para projectos de combate a fome (AGORA)) au Brésil, et à l'Association rurale d'entraide (Associacao rural de ajuda mutua (ORAM)) au Mozambique, permettront au FIDA d'acquiescer une connaissance précieuse des répercussions de ces processus sur les petits exploitants des deux pays. Ce don servira également à recenser les stratégies (y compris les nouvelles technologies, les dispositifs institutionnels et les politiques publiques) qui peuvent à la fois atténuer ces effets négatifs et améliorer l'intégration des petits exploitants aux filières commerciales, leur permettant ainsi de tirer parti des nouvelles possibilités s'offrant à eux. De manière plus importante, ces dons



permettront de recenser les meilleures pratiques et les expériences réussies pour faire connaître aux organismes de développement, aux organisations de la société civile et aux communautés pour qu'elles puissent être reproduites et en vue d'investissements futurs.

27. Ces dons du PCE ont pour objet de renforcer le pouvoir d'action des organisations du groupe cible du FIDA, aussi bien en créant des organismes communautaires efficaces à l'écoute des pauvres et en leur rendant des comptes, qu'en leur dispensant une formation spécialisée et en diffusant l'information qui leur est vitale pour négocier leurs demandes.

28. Au Mozambique, un don à MOVIMONDO, cofinancé par la municipalité de Rome, mettra l'accent sur: la création et l'enregistrement officiel des associations de producteurs locaux, l'objet étant d'améliorer la production et la commercialisation dans le secteur agricole; sur la création de liens entre ces associations et les marchés ruraux; ainsi que sur le développement des compétences dont disposent ces associations pour négocier avec les opérateurs privés. Ces objectifs sont dans l'ensemble conformes à la stratégie suivie par le FIDA dans le pays, laquelle reconnaît que la réduction de la pauvreté, l'accroissement des revenus ruraux et la croissance généralisée ne dépendent plus uniquement de la production vivrière mais, de manière plus importante, de la capacité des petits producteurs à être davantage présents sur un marché en expansion rapide. Pour ce faire, il faut avant tout renforcer la capacité d'organisation et les moyens opérationnels des associations locales de paysans, de négociants et de producteurs. Les activités mises en oeuvre dans le cadre de ce projet du PCE tiendront également compte des grands problèmes et des préoccupations soulevés par l'exécution du projet d'appui au PAMA du FIDA; des enseignements en seront tirés en vue de leur reproduction dans le cadre de ce dernier.

29. Un autre don du PCE renforcera les moyens dont dispose la Commission paysanne de développement du Cercle de Ségou (FAYIDA TON) - une association d'organisations locales de Ségou, au Mali - en assurant la formation des dirigeants des organisations et en leur fournissant des services de conseils et des renseignements pertinents qui permettront de négocier directement leurs demandes avec les institutions de l'État et les autres organisations, ainsi que de participer aux débats de fond.

### **Évaluation et diffusion des technologies**

30. Les dons du PCE ont également servi à recenser les moyens les plus systématiques et les plus efficaces de développement et de diffusion des techniques agricoles adaptées aux besoins et à la demande des ruraux pauvres. Tel est bien l'objectif d'un don accordé à l'Institut de recherche et de développement de l'Université d'Amérique centrale (NITLAPAN-UCA), au Nicaragua. L'Institut encouragera le dialogue entre l'État et diverses institutions qui travaillent actuellement dans le domaine des technologies agricoles (y compris des ONG) afin d'en harmoniser les activités et de leur permettre de mieux répondre aux besoins des petits producteurs. Les résultats des activités financées par ce don auront une pertinence directe pour le projet d'apport de capital aux petits exploitants de la zone Tropiseq des Segovias - Région I (TROIPISEC), qui est cofinancé par le FIDA.

31. Compte tenu de leur adaptabilité aux conditions agro-écologiques prévalant dans les zones sujettes à la sécheresse du Zimbabwe, l'accroissement de la production des plantes racines (manioc, pois cajou et patates douces) est une stratégie particulièrement appropriée pour assurer la sécurité alimentaire des ménages. Un don du PCE à la Société africaine de réassurance (AFRICARE) a pour objet de promouvoir la production (en introduisant des variétés à haut rendement), la transformation (par la diffusion de techniques de transformation à petite échelle à l'intention des femmes rurales), la commercialisation (par la recherche de débouchés) et l'utilisation de ces cultures. Cette intervention sera mise en oeuvre dans le cadre du projet de gestion paysanne des ressources en zones sèches et complètera les activités d'un projet de plus grande envergure, le projet intéressant les zones sèches du



Sud-Est. Ces activités viendront également à l'appui des efforts mis en oeuvre par le gouvernement pour accroître les revenus et assurer la sécurité alimentaire des ménages dans les régions semi-arides du pays.

32. La Fondation pour les activités de soutien aux producteurs pauvres du Népal (SAPPROS) effectuera une étude visant à recueillir et à analyser les enseignements tirés des activités de développement rural au Népal, en tenant particulièrement compte de la décentralisation récemment mise en oeuvre par le gouvernement. Cette étude définira en particulier quel est le meilleur moyen de diffuser les techniques agricoles adaptées aux besoins des agriculteurs locaux, comment renforcer la prise en charge locale des projets en recourant à des méthodes participatives et comment développer les institutions locales, y compris celles qui s'occupent de gestion de concessions forestières communautaires. Les résultats de cette étude seront utiles pour les investissements futurs dans les districts de collines et de montagnes du Népal.

### **Problématique hommes-femmes**

33. Le PCE s'est avéré être un moyen efficace pour financer des projets pilotes s'adressant aux besoins particuliers des femmes rurales. Au Pérou, dans le cadre du projet de promotion du transfert de technologies aux communautés paysannes des hauts plateaux appuyé par le FIDA/Programme alimentaire mondial, un don du PCE a été accordé à la Centrale péruvienne des services (Central peruana de servicios (CEPESER)) pour assurer la formation des paysannes dans le district de Suyu. Des ateliers de formation seront organisés pour développer les compétences des femmes dans les domaines de la gestion du petit crédit, de l'utilisation de techniques de transformation adaptées et de la commercialisation.

34. En Égypte, un projet cofinancé avec les Services de secours catholiques (CRS) améliorera l'accès des femmes rurales pauvres aux services financiers (épargne et crédit) et leur permettra ainsi de développer leurs activités économiques, d'accroître le revenu de leur famille et d'améliorer leur statut social. Le projet établira une association de développement communautaire locale dans le gouvernorat de Sohag pour appuyer le renforcement de la capacité institutionnelle et fournira un appui technique à dix petites associations de développement communautaire locales. Ces dernières mobiliseront et organiseront leurs communautés et mettront en place un programme de caisses villageoises de crédit à l'intention des femmes.

35. Au Niger, le projet d'appui aux organisations féminines s'occupant de commercialisation entend renforcer les organisations locales de femmes qui s'occupent du stockage, de la transformation et de la commercialisation des céréales. Il comportera trois volets principaux, qui sont exécutés par l'ONG Afrique Verte - Niger: formation des groupements féminins; mise en place de liens de communication et d'échanges entre ces derniers; et création d'une fédération d'organisations féminines. Ces activités complètent l'intervention du FIDA dans le pays qui est axée sur les aspects commerciaux de la culture du millet et du sorgho.

36. Un don au Comité palestinien de secours à l'agriculture (PARC) servira à appuyer la création de mutuelles féminines d'épargne et de crédit à Jéricho et dans les villages avoisinants. PARC tirera parti de son expérience de l'exécution du programme de secours et de développement dans la Bande de Gaza et à Jéricho, un autre projet du FIDA, ainsi que du projet bénéficiant de l'appui du PCE destiné au développement des activités rémunératrices des femmes.

## **Production agricole**

37. Un don du PCE à l'ADRA appuiera le développement de la culture du quinoa dans l'Arhangai, en Mongolie. Les activités du projet porteront essentiellement sur le développement de la culture et de la consommation du quinoa (y compris son utilisation en tant que fourrage), par le biais de campagnes d'instruction et d'une aide aux producteurs locaux pour traiter les semences (élimination de la saponine).

## **Interventions dans un contexte d'après crise**

38. Deux dons du PCE ont eu pour objet de répondre aux besoins urgents des populations pauvres après une catastrophe naturelle. Au Honduras, l'Association des services agricoles de la région orientale (ARSAGRO) utilisera les fonds du PCE pour relancer la production agricole et développer les caisses rurales d'épargne et de crédit (CRAC) dans 54 communautés de neuf municipalités du département d'El Paraiso, gravement sinistré par le passage du cyclone Mitch. L'un des principaux objectifs du don est de reconstituer le capital des CRAC après que les familles paysannes, qui ont perdu leurs logements, leurs cultures et leurs outils agricoles, aient retiré leur épargne d'urgence pour les besoins de la reconstruction. De même, au Nicaragua, un petit don du PCE sera accordé à l'Institut de développement humain (*Instituto de promocion humana* – INPHRU-SOMOTO) pour aider les familles rurales pauvres à reconstruire leurs logements afin de pouvoir reprendre des activités de production.

## **Appui à la mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification**

39. Un don du PCE au Comité national de protection de la flore et de la faune (*Comité nacional por defensa de la fauna y flora* (CODEFF)) servira à renforcer les moyens de 30 communautés rurales de la région de Coquimbo, au Chili, l'objectif étant de formuler des stratégies de lutte contre la désertification et de concevoir des projets en vue de la mise en oeuvre du plan d'action national formulé dans le cadre de la Convention. Les activités financées par le don seront reliées à celles du projet de développement agricole pour les collectivités paysannes et les petits exploitants de la quatrième région appuyé par le FIDA.

40. Six dons du PCE ont été accordés à l'unité de coordination globale du Réseau international des ONG sur la désertification et la sécheresse (RIOD) et à cinq institutions sous-régionales du RIOD en Afrique occidentale, orientale et australe, en Amérique latine, en Afrique du Nord et en Asie pour appuyer le programme d'échanges et de formation communautaires. Conformément à l'objectif stratégique du FIDA qui entend rendre directement accessible aux utilisateurs de ressources l'information relative aux activités qu'il leur est possible de lancer compte tenu de l'environnement dans lequel ils vivent et de leurs ressources, le programme vise à recenser les techniques et savoirs traditionnels disponibles sur la gestion durable des ressources naturelles dans les zones sujettes à la sécheresse et à les diffuser en organisant des visites d'échange entre communautés locales, associées à une formation des membres des communautés et des ONG participant à cette action. La diffusion des techniques et du savoir-faire traditionnels, et la sensibilisation des communautés participantes aux divers aspects de la gestion écologiquement viable des ressources jetteront les bases de l'élaboration de projets futurs relatifs à la conservation des sols et de l'eau.

RÉGION/PAYS/INTITULÉ DU DON	USD	DTS	BÉNÉFICIAIRE/PAYS
<b>AFRIQUE I</b>			
MALI: Renforcement des capacités de la Commission paysanne de développement	75 000	54 977	Commission paysanne de développement (FAYIDA TON – MALI)
SIERRA LEONE: Projet de développement agricole de la région du Centre-Nord	75 000	53 849	Agence adventiste de développement et de secours (ADRA)
CÔTE D'IVOIRE: Projet d'appui aux organisations paysannes	75 000	54 785	Institut africain pour le développement économique et social (IFCI)
NIGER: Projet d'appui aux organisations féminines s'occupant de commercialisation	75 000	54 519	Afrique Verte – Niger (AV-N)
<b>AFRIQUE II</b>			
MADAGASCAR: Renforcement de la participation à la conception, l'exécution et le suivi des projets	75 000	54 575	Association Hevitra Maro/Kiomba (AHM/Kiomba)
OUGANDA: Programme d'appui à l'aménagement des districts	75 000	54 047	Uganda Women's Finance Trust (UWFT)
ZIMBABWE: Mesures visant à assurer la sécurité alimentaire dans les régions exposées à la sécheresse	75 000	54 837	Société africaine de réassurance (AFRICARE)
MOZAMBIQUE: Appui au développement des associations de producteurs	75 000	54 616	MOVIMONDO – Molisv
<b>ASIE</b>			
PHILIPPINES: Meilleures pratiques de culture itinérante dans la perspective de préserver durablement les ressources en Asie	75 000	54 597	Institut international pour la reconstruction rurale (IIRR)
MONGOLIE: Projet de culture de quinoa à petite échelle dans la province d'Arhangai	55 000	40 052	ADRA
NÉPAL: Étude sur les modèles possibles pour les zones de moyenne altitude	75 000	54 651	Fondation pour les activités de soutien aux producteurs pauvres du Népal (SAPPROS)
PHILIPPINES: Projet de développement des zones côtières et montagneuses du nord de Mindanao – Expérimentation d'un cadre de planification et d'évaluation des activités de développement destinées aux populations indigènes et aux communautés de pêcheurs	75 000	54 616	Fondation Balay Mindanaw (BMFI)
PHILIPPINES: Meilleures pratiques participatives pour la conception, l'exécution et l'évaluation des projets	75 000	54 651	Coalition des ONG d'Asie pour la réforme agraire et le développement rural (ANGOC)

RÉGION/PAYS/INTITULÉ DU DON	USD	DTS	BÉNÉFICIAIRE/PAYS
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>			
NICARAGUA: Technologie agricole: Projet de recherche, d'échange et de diffusion se rapportant aux interventions et aux stratégies	40 600	29 795	Institut de recherche et de développement de l'Université d'Amérique centrale (NITLAPAN-UCA)
PÉROU: Promotion d'organisations autogérées destinées à l'émancipation des femmes dans le district de Suyo, province d'Ayavaca	75 000	54 994	Centrale péruvienne de services (CEPESER )
HONDURAS: Projet de soutien à la production pour les familles pauvres touchées par l'ouragan Mitch	75 000	54 733	Association des services agricoles de la région orientale (ARSAGRO)
NICARAGUA: Projet de reconstruction de logements ruraux fondé sur l'auto-assistance	34 900	25 334	Institut de développement humain (Somoto) (INPHRU-SOMOTO)
CHILI: Renforcement des capacités de formation d'élaboration des procédures et d'exécution de projets de lutte contre la désertification dans 30 communautés rurales	75 000	54 902	Comité national de la protection de la flore et de la faune (CODEFF )
<b>PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD</b>			
SYRIE: Projet pilote de gestion participative des parcours de steppe ( <i>badia</i> )	75 000	56 352	Coopérative d'assistance et de secours à toutes les parties du monde (CARE International)
ÉGYPTE: Projet de développement rural de la région de Sohag	75 000	54 994	Services de secours catholiques (CRS )
GAZA ET CISJORDANIE: Mise en place de coopératives féminines de crédit et d'épargne dans la région de Jéricho	75 000	54 575	Comité palestinien de secours à l'agriculture (PARC)
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA: Projet de développement du financement rural et des petites entreprises	75 000	54 707	Alliance moldove pour le microfinancement (MMA)
ARMÉNIE: Projet de services agricoles dans le nord-ouest	75 000	54 707	Union pour le développement des groupements d'action civique (Shen)
<b>DÉPARTEMENT POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE DE MOBILISATION DE RESSOURCES</b>			
Plusieurs dons groupés ont été accordés au Programme d'échanges et de formation communautaires dans le cadre de l'appui annoncé par le FIDA à la Convention	450 000	310 006	Unité de coordination globale du RIOD et cinq institutions sous-régionales du RIOD en Afrique occidentale, orientale et australe, en Amérique latine, en Afrique du Nord et en Asie (RIOD)



FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

RÉGION/PAYS/INTITULÉ DU DON	USD	DTS	BÉNÉFICIAIRE/PAYS
Réunion du groupe consultatif	20 000	14 908	28-29 juin 1999
Appui supplémentaire au projet pour préparer un programme de renforcement des capacités sur trois ans, destiné à consolider et perfectionner des réseaux viables dans six pays en développement d'Afrique australe	5 000	3 646	Innovations et réseaux de développement (Afrique orientale et australe)
BRÉSIL et MOZAMBIQUE: Stratégie d'organisation de l'insertion des paysans pauvres dans le marché au Brésil et au Mozambique dans le contexte de la libéralisation du commerce international	60 000	44 715	Association pour les projets de lutte contre la faim (AGORA) - Brésil; Association rurale d'entraide (ORAM) – Mozambique. Movimento Laici America Latina (MLAL) - Italie
<b>TOTAL DES DONNS</b>	<b>2 165 500</b>	<b>1 563 140</b>	



ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** **Ouganda:** Programme d'appui à l'aménagement des districts (n° 140)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** UWFT

**Objectifs et activités:**

Le don PCE/ONG proposé, d'une durée de deux ans, a pour objet d'aider l'UWFT à devenir une institution de services financiers autonome qui ne soit pas tributaire d'une aide extérieure, et également de lui permettre d'accorder du crédit, de mobiliser l'épargne et d'assurer d'autres services financiers à ses clients. Plus concrètement, le don servira à:

- a) remédier aux insuffisances institutionnelles (dotation en personnel et systèmes) grâce aux prestations de courte durée de consultants qui élaboreront des cours de formation avancée à l'intention du personnel et prépareront des directives sur les procédures en matière de prêt. Les capacités du personnel seront ainsi renforcées et les procédures administratives améliorées, avec notamment l'élaboration de systèmes de gestion de l'information;
- b) élargir le rayon d'action de l'ONG afin d'accroître l'épargne mobilisée et le crédit accordé grâce à l'amélioration de l'efficacité des opérations et de la coordination entre le bureau central et les antennes de district. Du fait de la progression de l'épargne, du portefeuille de prêts et des taux de recouvrement, l'autonomie opérationnelle de l'UWFT se trouvera renforcée; et
- c) développer la capacité de l'ONG de superviser et de surveiller les activités des services financiers ruraux appuyés par le Fonds de survie belge/FIDA dans les districts de Hoima, Kibaale et Kabarole, ce qui aura pour effet d'améliorer la qualité du suivi et de la supervision des associations de développement intégré à l'échelon des sous-comtés.

Au titre du projet de développement communautaire intégré du district de Hoima-Kibaale, qui est maintenant clos, l'UWFT a manifestement prouvé qu'elle pouvait jouer un rôle constructif dans l'exécution des activités relatives aux services financiers ruraux. Étant donné que le programme d'appui à l'aménagement des districts doit être élargi de manière à couvrir le district de Kabarole, il apparaît encore plus légitime d'appuyer l'UWFT. Cette ONG a adopté un plan général à l'échelle de l'organisation visant à favoriser son autonomie opérationnelle en élargissant son rayon d'action, en renforçant son autosuffisance et sa viabilité financière, et en responsabilisant ses clients. Ce plan a pour élément central le plan de développement institutionnel et de formation, dont l'objectif est de renforcer les capacités institutionnelles moyennant une formation appropriée et ciblée, des systèmes améliorés de gestion de l'information et une infrastructure matérielle modernisée. Pour superviser les opérations d'épargne et de crédit et mettre en oeuvre son plan de manière plus efficace, l'UWFT a besoin d'un appui supplémentaire permettant un renforcement institutionnel à l'échelon des districts comme du bureau central. Le don apportera par conséquent à l'ONG les ressources supplémentaires dont elle a besoin pour améliorer ses opérations et ses procédures en soutenant son plan de développement institutionnel et de formation.

L'UWFT, fondée en 1983, a commencé à assurer des services financiers en 1987. Elle est affiliée à la Women's World Banking, institution financière internationale indépendante. Les clients de cette ONG sont principalement des femmes pauvres entrepreneurs qui vivent pour la plupart dans les campagnes, une part non négligeable d'entre elles appartenant aux couches les plus pauvres des communautés rurales. Outre l'octroi de prêts et la mobilisation de l'épargne, l'UWFT assure également à ses clients une formation portant sur les compétences financières de base et la gestion des entreprises. Les



ANNEXE

relations de travail du FIDA avec cette ONG, qui a administré les activités d'épargne et de crédit du projet de relèvement des petites exploitations cotonnières et, ensuite, du projet de développement communautaire intégré du district d'Hoima-Kibaale sont relativement bien établies.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** **Brésil et Mozambique:** Stratégies d'organisation de l'insertion des paysans pauvres dans le marché au Brésil et au Mozambique, dans le contexte de la libéralisation du commerce international (n° 141)

**Montant du don du FIDA:** 60 000 USD

**Nom des ONG:** AGORA – Brésil; ORAM – Mozambique;  
MLAL - Italie

**Objectifs et activités:**

Le projet fournira au FIDA des informations utiles sur l'impact de la mondialisation et de la libéralisation des échanges commerciaux sur les paysans dans les pays en développement et sur les moyens de les aider à survivre et de favoriser leur compétitivité sur le marché libéralisé. Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants:

- a) cerner les effets positifs et négatifs sur la vie des paysans pauvres de la libéralisation du commerce international et de l'évolution de l'action des pouvoirs publics en découlant;
- b) étudier les meilleures stratégies d'organisation, ayant recours à d'autres technologies, mécanismes institutionnels et politiques gouvernementales, capables d'atténuer les effets préjudiciables, d'améliorer l'intégration des paysans au marché et de leur permettre de tirer parti des nouvelles possibilités; et
- c) mettre en évidence les expériences viables et prometteuses qu'il faudrait appuyer ou transposer dans d'autres régions du Brésil et du Mozambique et dans d'autres pays d'Afrique et d'Amérique latine.

Dans les deux pays, le projet envisagé s'inspirera de la stratégie et des opérations du FIDA et les complétera. Il sera exécuté sur un an selon quatre phases, comme suit:

Phase I: cerner et analyser l'impact sur la vie des paysans pauvres de la libéralisation du commerce international et de l'évolution de l'action des pouvoirs publics;

Phase II: recueillir en vue de les analyser des données sur les pratiques paysannes au Brésil et au Mozambique dont les meilleures seront retenues. Les conclusions, unifiées, seront publiées et largement diffusées;

Phase III: organiser un atelier de trois jours pour analyser les résultats des phases ci-dessus; repérer les projets viables en cours qui peuvent être renforcés grâce à l'aide financière du FIDA; et proposer des politiques gouvernementales spécifiques aux échelons national et local; et

Phase IV: préparer des rapports/manuels sur les meilleures pratiques et les expériences menées à bien, en vue de les diffuser auprès des organismes de développement et des organisations de la société civile dans l'optique d'une transposition ou pour orienter les investissements futurs, dont ceux du FIDA. Les meilleures pratiques se rapportent i) aux technologies appropriées; ii) aux mécanismes institutionnels; et iii) à l'action des pouvoirs publics.

AGORA est une organisation brésilienne de la société civile à but non lucratif, qui sert de secrétariat au Forum mondial sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et au Forum brésilien sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



ANNEXE

ORAM est une ONG mozambicaine fondée en 1992. Elle a pour principaux objectifs d'aider les petits paysans à obtenir des titres de propriété pour leurs terres, d'assurer une formation et de donner un statut légal aux associations de petits producteurs. ORAM a participé activement au processus consultatif mené en vue de la révision de la loi agraire approuvée par le Parlement en 1997. Elle siège au Comité interministériel chargé de la révision des politiques agraires, et est le point de contact national du réseau de savoirs sur la nouvelle réforme agraire créé par la coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté.

MLAL est une ONG italienne. Pendant les 30 dernières années, elle a travaillé en Amérique latine avec des petites associations paysannes locales, des ONG locales et des organisations communautaires.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** Syrie: Projet pilote de gestion participative des parcours de steppe (badia) (n° 143)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** CARE International

**Objectifs et activités:**

En Syrie, l'approche participative du développement communautaire est encore relativement nouvelle. Au titre du projet de mise en valeur des parcours de steppe (badia) cofinancé par le FIDA, qui vient d'être approuvé, l'évaluation et la mise en valeur participatives des ressources en tant qu'instrument de lutte contre la dégradation et de gestion des ressources devraient devenir une méthode essentielle d'exécution des activités d'aménagement des parcours. Les services de l'ONG seront particulièrement utiles pour faire adopter par la communauté locale l'approche participative du projet susnommé. Cette activité pilote fournira à la direction du projet et aux communautés participantes des informations sur les enseignements tirés de la première phase de l'exécution.

Le projet s'attaquera au problème posé par la participation limitée de la majorité des membres de la communauté à la planification et à l'exécution des programmes et des projets ayant trait à la mise en valeur des parcours. On commencera à prendre le contre-pied de l'approche "par le haut" appliquée actuellement en matière de développement et de prise de décisions, en faveur d'une approche participative "de la base vers le sommet" qui est plus appropriée. Le projet a pour objectif général de présenter, à titre expérimental, une approche participative durable et novatrice du développement communautaire local, reposant sur des activités conjuguées de formation, de sensibilisation et de mobilisation des bénéficiaires, et sur la définition et la mise en application de plans d'aménagement des parcours. C'est avec la communauté bédouine locale que l'on entreprendra cette mise en valeur durable des parcours.

CARE International est bien placée pour mettre en oeuvre cette proposition dans de bonnes conditions d'économie et d'efficacité puisqu'elle est tout à fait familiarisée avec des activités analogues, s'agissant en particulier de la gestion des ressources communautaires en Jordanie. Par l'intermédiaire de CARE Jordanie, elle a entrepris des initiatives de développement communautaire local dans le sud de la Jordanie en 1993, commençant par un certain nombre de petits projets qui visaient à améliorer les capacités des organisations locales grâce à l'exécution de projets de création de revenus et à des activités de formation à des fins de développement institutionnel. CARE a également mis au point une approche novatrice de la gestion communautaire des ressources naturelles, ainsi que le montrent deux projets récents qui, grâce à un financement des Gouvernements d'Australie et de Suisse, ont expérimenté et mis au point une méthodologie de gestion communautaire des ressources en eau dans quatre gouvernorats de Jordanie.

CARE International a adapté et testé des approches et des méthodes participatives utilisées pour mobiliser les communautés, comprenant notamment les activités suivantes: conception et mise à l'essai de matériel de formation participative destiné au renforcement des capacités institutionnelles; évaluation rurale participative; analyse de la situation; évaluation des besoins; élaboration de plans d'action; définition d'indicateurs de performance; définition des problèmes et des possibilités; conception du projet; et S&E.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** Mali: Renforcement des capacités de la Commission paysanne de développement (n° 144)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** FAYIDA TON - MALI

**Objectifs et activités:**

L'organisation bénéficiaire du présent don, FAYIDA TON (connue également sous le nom de Commission paysanne de développement), est une association regroupant les organisations locales de la région de Ségou qui ont été créées ou renforcées dans le contexte du programme de fonds de développement villageois – phase II, financé par le FIDA. Le Centre de promotion des associations villageoises (PROMAVI) et le Réseau d'animation et de formation pour le développement (RANFORD-2000), établis tous les deux à Ségou, Mali, sont deux de ces ONG associées, organismes d'exécution.

Le présent don du PCE contribuera à améliorer la viabilité de FAYIDA TON, lui permettant de continuer à aider les groupes cibles du FIDA. Mettant l'accent sur le renforcement des capacités de cette ONG, le projet s'attachera à former les responsables de ces organisations locales et les groupes d'intérêts économiques qui les soutiennent et assurer des services consultatifs visant à renforcer la capacité des paysans de négocier avec des organisations publiques ou autres pouvant servir leurs intérêts. Le projet aidera les groupes cibles à définir leurs propres stratégies et à renforcer leur aptitude à les défendre dans les débats d'orientation et à les mettre en pratique dans les programmes d'action. Ces initiatives sont conformes à la stratégie de pays du FIDA pour le Mali, qui est axée sur le développement durable du pays moyennant: i) l'accroissement de la production vivrière et des revenus ruraux; ii) le renforcement de la capacité des bénéficiaires de concevoir et de gérer leurs projets et de consolider leurs rapports avec les partenaires locaux, ce qui leur permettra de faire face aux réformes macro-économiques et sectorielles et donc d'améliorer leurs chances de se procurer des revenus et leur sécurité alimentaire; iii) la création de structures financières adaptées à la vie dans les campagnes; et iv) l'exploitation des possibilités offertes par des marchés diversifiés et en expansion. En dernier ressort, l'objectif de FAYIDA TON est de devenir financièrement autonome grâce aux contributions de ses membres et à la vente de ses services.

Le projet prendra également en charge les salaires de certains groupes d'intérêts économiques et contribuera aux dépenses de bureau et à la réparation et l'entretien des véhicules. L'apport financier du FIDA sera complété par une contribution du Gouvernement du Mali provenant du reliquat des fonds de contrepartie du programme de fonds de développement villageois – phase II, et par FAYIDA TON.

S'il est mené à bien, le présent projet pourrait devenir un prototype à transposer ou reprendre à plus grande échelle dans le cadre des divers projets exécutés dans les pays de la région.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** Nicaragua: Technologie agricole: Projet de recherche, d'échange et de diffusion se rapportant aux interventions et aux stratégies (n° 145)

**Montant du don du FIDA:** 40 600 USD

**Nom de l'ONG:** NITLAPAN-UCA

**Objectifs et activités:**

Le don du PCE (Programme de coopération élargie) sera utilisé pour contribuer, à travers des études, à améliorer la définition et la mise en oeuvre d'activités et de stratégies relatives à la technologie agricole. En outre, il servira à encourager le dialogue et la réconciliation entre l'État, les institutions qui travaillent actuellement dans le domaine de la technologie agricole et d'autres organisations compétentes, dans un double but: améliorer les politiques nationales et les stratégies des donateurs pour répondre aux besoins en matière de développement technologique de la région et à ceux de différents instituts qui se consacrent à cette question; et resserrer les relations entre l'Institut nicaraguayen de technologie agricole et d'autres institutions, des ONG, les universités et les projets de développement. Enfin, le don permettra aussi de promouvoir, à l'échelon municipal, la coordination interinstitutionnelle du développement de la technologie agricole. Les trois municipalités cibles se trouvent dans la zone du Projet d'apport de capital aux petits exploitants de la zone TropiseC des Segovias – Région I (TROPISEC) soutenu par le FIDA.

Le don appuiera des études approfondies de problèmes technologiques et des évaluations de l'impact des interventions dans trois municipalités, ainsi que des ateliers de communication de l'expérience dans les mêmes municipalités. On réalisera une étude nationale sur les ONG œuvrant dans le domaine de la génération et du transfert de technologies, laquelle sera suivie par un atelier sur la politique nationale de technologie agricole. Un forum national sur les méthodes d'intervention technologique et sur la politique nationale de technologie agricole seront aussi financés par le don, de même que la diffusion des résultats, de la conclusion et des propositions de chaque activité. Ces activités seront menées sur une période de huit mois.

NITLAPAN-UCA a été créée en 1990 au sein de l'Université privée et autonome d'Amérique centrale, avec un statut d'organisation sans but lucratif. NITLAPAN-UCA emploie 56 personnes et, en dehors du projet TROPISEC, collabore avec le FIDA au Projet de développement rural dans la région aride de la côte pacifique sud.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** Pérou: Promotion d'organisations autogérées destinées à l'émancipation des femmes dans le district de Suyo, province d'Ayavaca (n° 146)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** CEPESER

**Objectifs et activités:**

Le don du PCE sera utilisé pour améliorer les conditions de vie des agricultrices du district de Suyo, en développant leurs compétences en gestion, transformation et commercialisation, afin de leur permettre de prendre des initiatives pour accroître la valeur de leur production. Les principales bénéficiaires seront les 60 femmes qui sont déjà membres de deux associations établies, d'autres en profiteront aussi (par exemple 120 femmes seront aidées par le Fonds de solidarité). Ces bénéficiaires se trouvent dans la zone du Projet de promotion du transfert de technologies aux communautés paysannes des hauts plateaux, appuyé par le FIDA et le Programme alimentaire mondial.

Grâce au don du PCE, 270 femmes seront formées dans 11 ateliers, 25 groupes de solidarité participeront activement à la gestion du microcrédit et un fonds de microcrédit d'une valeur de 25 000 dollars sera créé. En outre, de nouvelles technologies seront incorporées au procédé de production. À titre d'exemple, on fournira trois batteuses à maïs aux femmes et on leur expliquera comment monter une micro-entreprise de battage du maïs. Ces activités se dérouleront sur une période de 12 mois.

CEPESER se consacre au développement depuis 15 ans, en faisant porter le gros de ses efforts sur les zones côtières et montagneuses. Elle élabore ses propositions conjointement avec les populations rurales pour répondre aux préoccupations qu'elles expriment. Depuis 1982, CEPESER a mis en oeuvre 62 projets dans diverses zones et certains d'entre eux sont reproduits dans d'autres parties du pays hors de Piura. Quelque 13 000 familles ont bénéficié des projets de CEPESER. Le financement de l'ONG provient essentiellement de sources extérieures, notamment l'Europe et les Amériques, et nationales ainsi que d'une faible contribution en ressources propres.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** Égypte: Projet de développement rural de la région de Sohag (n° 147)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** SSC (Services de secours catholique)

**Objectifs et activités:**

Le don du PCE a pour but général d'élargir l'accès des femmes rurales pauvres à des services financiers (épargne/crédit) qui élèveront leur revenu familial, amélioreront leur situation économique et sociale, et les conduiront à gérer elles-mêmes leurs avoirs et leurs ressources financières. Les activités prévues au titre du don compléteront les initiatives de développement rural menées dans le cadre du projet de développement rural de la région de Sohag. Ainsi, les associations locales de développement communautaire (ALDC) établies grâce au don du PCE auront accès au guichet spécial, ouvert dans le cadre du projet de développement rural de la région de Sohag pour consentir aux ONG des crédits en gros au taux du marché, afin qu'elles le rétrocèdent aux petits emprunteurs et aux communautés.

Les ressources provenant du don seront utilisées pour cofinancer, avec le concours des SSC, l'instauration d'une association locale coordinatrice de développement communautaire (ALCDC) dans le gouvernorat de Sohag, chargée de fournir un appui institutionnel et technique à dix petites ALDC rurales. Les ALDC seront donc en mesure de mobiliser et d'organiser leurs communautés respectives et de mettre en oeuvre un programme de crédit bancaire à l'échelle des villages destiné aux femmes. Le principe appliqué ici consiste à tirer parti des capacités de l'ALCDC pour autonomiser des ALDC qui n'ont pas la même expérience ni les mêmes compétences. Les SSC ont déjà sélectionné l'ALCDC; il s'agit de l'Association régionale pour le développement des entreprises, l'une des associations de développement communautaire les plus dynamiques et les plus sérieuses, parmi celles qui travaillent à l'échelle du gouvernorat dans la région de Sohag.

À l'heure actuelle, les SSC, fondés en 1943, mettent en oeuvre et soutiennent des programmes de secours et de développement dans plus de 70 pays à travers le monde, le crédit aux pauvres étant l'une de leurs quatre grandes spécialités. L'organisation conduit des programmes de crédit aux pauvres dans 24 pays (1997). Les femmes représentent 87% des bénéficiaires de ces programmes de microcrédit/prêts aux pauvres, qui sont menés par les SSC en partenariat étroit avec 120 organisations locales dans le monde entier. Les activités présentes des SSC en Égypte sont axées sur l'aide aux personnes rurales pauvres, et tout particulièrement les femmes et les jeunes enfants.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** **Honduras:** Projet de soutien à la production pour les familles pauvres touchées par l'ouragan Mitch (n° 148)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** ARSAGRO

**Objectifs et activités:**

ARSAGRO utilisera le don du PCE pour relancer la production agricole et renforcer les organisations rurales d'épargne et de crédit (CRAC) dans 54 communautés du département d'El Paraiso, qui ont été dévastées par l'ouragan Mitch. Ces ressources profiteront à 1 077 familles membres d'ARSAGRO, qui vivent de l'agriculture et ont vu disparaître leurs maisons, leurs cultures, leurs outils et leur matériel, sous le souffle de l'ouragan Mitch.

Une des affectations majeures du don proposé sera la reconstitution du capital des CRAC, après que les victimes de l'ouragan ont dû retirer leur épargne pour faire face à des besoins urgents et reconstruire leurs maisons. Par ce biais, le projet vise à soutenir la production des municipalités les plus affectées, en appuyant les CRAC qui canaliseront les ressources vers leurs membres et clients. Une partie du don servira également à financer des outils et intrants agricoles, ainsi qu'à répondre à des besoins alimentaires de base et à d'autres besoins urgents touchant à la santé et à la nutrition.

Créée en 1993, ARSAGRO couvre neuf municipalités dans le département de El Paraiso et compte 1 077 membres, tous petits exploitants agricoles. Les agriculteurs sont regroupés dans 54 entreprises locales (d'environ 20 membres chacune), qui sont à leur tour organisées en 13 associations zonales. Le capital d'apport d'ARSAGRO provient de fonds récupérés auprès d'agriculteurs qui n'avaient pas honoré les remboursements des prêts consentis au titre d'un projet mené dans le département de El Paraiso en 1984-1992. En 1995, le gouvernement du Honduras a alloué 175 000 USD à ARSAGRO pour soutenir le secteur de la production rurale. Avant le passage de Mitch, ARSAGRO avait déjà fait la preuve de ses compétences gestionnaires en affichant un taux de défaut de paiement quasi nul. L'Institut de coopération et d'auto-développement a fourni une assistance technique à ARSAGRO, afin d'établir une capacité locale d'administration de fonds.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** Sierra Leone: Projet de développement agricole de la région du Centre-Nord (n° 149)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** ADRA

**Objectifs et activités:**

Le projet préparé par ADRA vise à accroître la production et les revenus agricoles et à améliorer le bien-être social et le niveau de vie de la population agricole. Il poursuivra ces objectifs en appuyant les activités suivantes:

- i) réorganisation et développement des associations agricoles locales;
- ii) formation des membres des associations d'agriculteurs;
- iii) création de potagers familiaux destinés à assurer la sécurité alimentaire;
- iv) multiplication de semences et de matériel végétal; et
- v) réintroduction de races locales de bétail et de volaille.

Le projet fournira une assistance à quelque 2 500 personnes appartenant à des familles d'agriculteurs membres d'associations villageoises. Afin d'avoir un impact rapide sur la production agricole, l'appui à la production destiné aux agriculteurs reposera sur des technologies faciles à se procurer. D'autre part, une large place sera également accordée à la consolidation des groupes et à la formation, car les troubles civils de ces huit dernières années ont dérangé les structures sociales et perturbé leur fonctionnement.

ADRA oeuvre dans les districts de Tonkolili et Kono en Sierra Leone depuis 12 ans, en offrant des services de développement et de secours aux agriculteurs. Depuis 1994, elle collabore aussi avec le projet de développement agricole de la région du Centre-Nord (NCAP) à l'organisation des programmes, à la distribution des intrants, au développement de l'infrastructure communautaire et au S&E participatif. Contrairement aux services du gouvernement, l'ONG possède une équipe totalement opérationnelle sur place, si bien qu'elle est en mesure d'apporter un concours immédiat aux agriculteurs, notamment en leur fournissant des intrants. Elle a donc été capable de répondre aux besoins urgents de la population cible (dont beaucoup de membres retournent maintenant dans la zone, après l'avoir abandonnée pendant l'invasion des rebelles) et de mettre à l'épreuve des méthodes de sensibilisation et de formation du groupe, de distribution d'intrants et des systèmes financiers, susceptibles d'être reproduits par le NCAP, une fois qu'il aura recouvré la totalité de son personnel et de ses ressources d'appui.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** Nicaragua: Projet de reconstruction de logements ruraux fondé sur l'auto-assistance (n° 150)

**Montant du don du FIDA:** 34 900 USD

**Nom de l'ONG:** INPHRU-Somoto

**Objectifs et activités:**

Le don servira à aider des familles rurales pauvres à reconstruire leur maison pour leur permettre de reprendre leurs activités productrices. Il profitera à 27 familles dont les maisons ont été en partie détruites par l'ouragan Mitch. Sur une période de huit mois, on construira 25 nouvelles maisons et on en réparera deux, dans le cadre du projet. Chaque bénéficiaire fournira 100 jours-personne de travail bénévole dans la communauté.

INPRHU, qui, depuis 33 ans, conduit des activités de développement en travaillant avec les communautés locales, est la plus ancienne ONG du Nicaragua; elle a commencé à œuvrer dans le département de Somoto en 1990. Son champ d'action couvre:

- i) le développement agricole par l'assistance technique, la fourniture de crédit et la mise en oeuvre de projets centrés sur la communauté;
- ii) l'éducation sanitaire, par le biais de son programme de traitement des problèmes de santé des enfants qui vivent dans la rue ou travaillent dans les exploitations agricoles;
- iii) l'amélioration de l'état de santé général et de l'état nutritionnel de la population rurale, notamment par l'utilisation des plantes médicinales traditionnelles;
- iv) la promotion de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, comme le reboisement, la conservation de l'eau et des sols et la lutte intégrée contre les ennemis des cultures; et
- v) la construction d'habitations en passant par l'organisation de groupes communautaires de construction.

Cette dernière intervention a été lancée en 1991 pour faire face au manque de logements disponibles lors du retour des réfugiés. INPRHU a réussi à trouver la bonne démarche pour mener à bien des travaux de construction dans un contexte participatif.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** **Philippines:** Meilleures pratiques de culture itinérante dans la perspective de préserver durablement les ressources en Asie (n° 151)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** IIRR

**Objectifs et activités:**

En Asie, un grand nombre de personnes parmi les plus marginalisées et les plus pauvres, indigènes pour la plupart d'entre elles, vivent dans les collines et les montagnes de la région. Dans cet environnement elles ont et continueront d'avoir, dans un avenir prévisible, peu de moyens de subsistance en dehors de la culture itinérante (agriculture sur brûlis). Il est capital de réduire au minimum les conséquences écologiques négatives de cette pratique, en proposant des modifications et des solutions de rechange viables, et ce par l'identification et la diffusion des meilleures pratiques en culture itinérante.

Le don du PCE à l'IIRR a comme premier objectif d'informer les communautés asiatiques qui pratiquent la culture itinérante et les agents de développement qui œuvrent dans ce domaine, sur les pratiques productives, équitables et durables. Plus précisément, l'IIRR a) recueillera des informations sur les meilleures pratiques de culture itinérante en organisant un atelier réunissant des praticiens expérimentés issus de pays du sud et du sud-est asiatique, à savoir des universitaires, du personnel d'ONG travaillant avec les communautés, des vulgarisateurs du secteur public et des agriculteurs qui, pour les avoir expérimentées en champ, connaissent les meilleures pratiques, celles qui méritent d'être consignées sous forme de documentation; et b) diffusera des informations sur l'agriculture itinérante à travers la publication et l'échange d'informations entre les praticiens.

Les résultats des activités couvertes par ce don seront mis à profit dans des projets financés par le FIDA au Bhoutan, au Cambodge, dans le nord-est de l'Inde, en Indonésie, au Laos, au Népal, aux Philippines et au Viêt-nam.

Fondé en 1960, l'IIRR a déjà mené avec un succès remarquable des activités semblables à celles proposées pour ce projet financé par le PCE. Son programme sur l'environnement, les ressources naturelles et l'agriculture s'attaque aux problèmes interdépendants de la sécurité alimentaire, la génération de revenus et la protection de l'environnement, par la mise au point et la promotion de stratégies et de pratiques économiquement viables.

L'IIRR a monté plusieurs ateliers pour élaborer des pochettes documentaires sur plusieurs thèmes touchant à l'agriculture et à l'environnement: l'agriculture régénératrice, la production de riz à faible apport d'intrants, l'aquaculture et l'agriculture intégrées, l'agriculture durable au Népal, l'agroforesterie au Ghana, la biodiversité dans les Ghats occidentaux, en Inde, des technologies agricoles respectueuses de l'environnement à l'usage des femmes, en Inde, le jardinage bio-intensif et la gestion des ressources dans les hautes terres du sud-est asiatique. Ces pochettes documentaires, qui ont été très appréciées en raison de leur caractère pratique et utile, sont utilisées dans les universités, les ministères, les ONG et des centres de formation à travers le monde. Par le biais de ces ateliers, l'IIRR a aussi formé du personnel d'organisations issues de différents pays à produire ce type de pochette.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** Côte d'Ivoire: Projet d'appui aux organisations paysannes (n° 152)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** IFCI

**Objectifs et activités:**

Le concours apporté par le FIDA au projet d'appui aux organisations d'agriculteurs s'inscrit dans la perspective de l'élaboration et de la promotion de méthodes efficaces de développement participatif du groupe, dans le contexte de la commercialisation des produits agricoles. L'IFCI a été sélectionné en raison de l'action efficace qu'il mène depuis longtemps pour soutenir les organisations d'agriculteurs et le développement communautaire en Côte d'Ivoire. L'IFCI a notamment joué un rôle remarquable en élaborant ces méthodes et en les appliquant, en formant du personnel, dans le cadre du projet d'appui à la commercialisation et aux initiatives locales dans la région du Centre-Nord, en cours d'exécution. Étant donné que le projet de développement rural dans la région du Zanzan (PDRZ) est très largement axé sur la mise en place de capacités à l'échelon local et le développement du groupe, on a jugé pertinent d'appuyer cette orientation en faisant appel à l'IFCI pour mettre au point des méthodes semblables dans la même région.

Le projet a pour but général d'aider cinq à dix groupes d'agriculteurs dans la région de Zanzan à élever leur revenu en améliorant leur organisation et leurs connaissances en matière de commercialisation des produits agricoles (principalement des plantes alimentaires comme les ignames et les anacardes dont l'importance en tant que cultures de rente va croissant pour les agriculteurs de la région). Le FIDA poursuit également un objectif secondaire, mais non négligeable d'un point de vue stratégique, celui de tester les approches se rapportant à la participation et au développement du groupe, en vue de les appliquer à plus grande échelle, dans le cadre du PDRZ.

L'IFCI opère dans dix pays: le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Rwanda, la République-Unie de Tanzanie, le Tchad, le Togo et le Zaïre. Dans le cadre du projet proposé, l'IFCI utilisera l'approche participative qu'elle a élaborée au fil du temps en Côte d'Ivoire pour mettre en oeuvre l'une des deux composantes du projet: le développement du groupe. Cette approche consiste à travailler avec les communautés afin d'analyser leur milieu socio-culturel, à les aider à définir des buts communs et bâtir des plans d'action pour le développement communautaire, ainsi qu'à amener leurs membres, par un processus d'auto-évaluation, à tirer les enseignements de la mise en oeuvre de leurs initiatives et à prendre confiance en eux. Ces étapes seront complétées par des visites dans d'autres villages, destinées à encourager les échanges d'information et d'expérience entre les agriculteurs. Dans le cadre de la deuxième composante du projet, la commercialisation des produits agricoles, l'IFCI organisera des ateliers en vue d'informer les groupes au sujet de l'organisation du marché des plantes alimentaires, notamment les anacardes, et des stratégies de commercialisation; aidera les groupes à commercialiser les produits; conduira des études de marché, s'il y a lieu; et prodiguera des conseils techniques à propos du stockage et de la transformation. L'IFCI travaillera avec cinq à dix groupes de femmes et de jeunes. Les groupes retenus seront formés par la combinaison des groupes avec lesquels l'IFCI travaille actuellement et des groupes qui ont été consolidés par le projet précurseur du PDRZ, le projet de développement rural dans le Nord-Est. L'IFCI entretiendra d'étroites relations avec le personnel du PDRZ.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** Niger: Projet d'appui aux organisations féminines s'occupant de commercialisation (n° 153)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** Afrique Verte – Niger (AV-N)

**Objectifs et activités:**

Le projet a pour but de renforcer les organisations féminines locales qui s'occupent de l'entreposage, de la transformation et de la commercialisation des céréales et donc, dans toutes les activités d'Afrique Verte – Niger, de contribuer à l'intégration socio-économique des femmes. Le projet visera plus précisément:

- à renforcer l'autonomie de huit organisations féminines et de mieux les intégrer dans le réseau d'Afrique Verte - Niger;
- à contribuer à la création d'une fédération des organisations féminines;
- à établir un cadre de concertation entre les organisations partenaires d'Afrique Verte – Niger.

Les activités du projet seront axées sur quatre grands secteurs: activités de formation à l'intention de groupements de femmes, instauration d'un cadre de concertation pour faciliter les échanges d'information et de données d'expérience entre groupements; renforcement des capacités d'un certain nombre de groupements et, enfin, création d'une fédération des organisations de femmes, qui rassemblera dans un premier temps huit groupements (elle sera dotée d'un petit bureau équipé, d'un secrétaire et d'un fonds de roulement).

Afrique Verte – Niger (AV-N) est la section nigérienne de l'ONG française Afrique Verte, spécialisée dans les questions de sécurité alimentaire, qui a été créée dans les années 80 par un consortium de trois ONG bien connues: Terre des hommes, Frères des hommes et Peuples solidaires. Afrique Verte travaille aussi dans deux autres pays du Sahel, le Tchad et le Mali. Afrique Verte – Niger possède une très grande expérience des questions de sécurité alimentaire dans le contexte plus précis de l'appui aux organisations professionnelles rurales et de la commercialisation des céréales (le but étant de faciliter les transactions commerciales de céréales et faire la liaison entre zones excédentaires et zones déficitaires).

Le projet comporte deux aspects novateurs, qui viendront compléter les activités menées par le FIDA dans le cadre de l'initiative lancée par la Division Afrique I au Niger pour le développement de la culture du mil et du sorgho axée sur le marché. Il s'agit du développement de la commercialisation des céréales traditionnelles, notamment le mil et le sorgho (deux cultures "négligées" importantes pour le groupe cible du FIDA) et de la mise au point de certains produits de microfinancement (prêts pour des activités de commercialisation).

Sur la base des acquis de ce projet, le FIDA pourra transposer les éléments novateurs à d'autres parties de la région et renforcer ainsi à plus large échelle les organisations féminines locales.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** **Zimbabwe:** Mesures visant à assurer la sécurité alimentaire dans les régions exposées à la sécheresse (n° 154)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** AFRICARE

**Objectifs et activités:**

La capacité d'adaptation du manioc, du pois cajou et de la patate douce aux sols pauvres et aux précipitations irrégulières, conjuguée à la possibilité d'assurer la continuité de l'approvisionnement tout au long de l'année, font de ces cultures le meilleur moyen d'assurer la sécurité alimentaire des ménages dans les régions du Zimbabwe exposées à la sécheresse. Les mesures visant à encourager la production, la transformation et la consommation de ces denrées viennent compléter les efforts des autorités pour accroître les revenus et garantir la sécurité alimentaire des ménages dans les régions semi-arides du pays.

Compte tenu de cet objectif général, le projet PCE se propose:

- d'introduire des variétés de patate douce et de manioc à haut rendement pouvant donner jusqu'à 12 t/ha dans un contexte de gestion paysanne;
- de repérer les techniques artisanales de traitement que pourraient utiliser les femmes rurales pour éliminer les composants cyanogènes du manioc;
- de développer l'utilisation des produits issus du traitement des tubercules de manioc et de patate douce dans les campagnes et d'assurer la sécurité alimentaire ainsi que l'alimentation du bétail;
- de recenser les débouchés potentiels pour les tubercules frais de patate douce et de manioc ainsi que pour les tubercules traités.

Les activités du projet seront axées sur quatre grands secteurs: sensibilisation; sélection de lieux de production et formation; culture du manioc, de la patate douce et du pois cajou; utilisation de ces denrées.

Le projet PCE sera mené dans le cadre du projet de gestion paysanne des ressources en zone sèche (SDARMP), dont il viendra compléter les activités. La proposition de projet a été mise au point conjointement par la cellule chargée de faciliter les activités du SDARMP et par AFRICARE. Le projet sera mené dans certaines zones de chacun des cinq districts à faible pluviosité de la province des Midlands et de la province du Matabeleland Sud, sur lesquelles porte le SDARMP. Le groupe cible est constitué par des familles paysannes vivant dans la zone du projet, dont 60% sont considérées comme pauvres. Ce sont elles qui fixeront les objectifs des activités du projet, destinées avant tout aux ménages qui vivent dans l'insécurité alimentaire parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter des intrants (semences améliorées et engrais) et manquent de bras pour les cultures.

Les liens étroits sur les plans théorique et pratique entre les deux projets permettront de mener à plus large échelle les activités ayant fait leurs preuves dans le cadre du SDARMP. Le projet parallèle intéressant les zones sèches du sud-est, qui est orienté sur des activités analogues dans les provinces contiguës, offrira d'autres occasions de transposition des activités.

AFRICARE est une organisation privée à but non lucratif qui se consacre à l'amélioration des conditions de vie des paysans africains. Depuis plus de 25 ans, elle apporte une aide dans cinq grands domaines: l'agriculture; l'exploitation des ressources en eau; la gestion de l'environnement; la santé;



ANNEXE

enfin, l'aide humanitaire d'urgence. Des communautés paysannes de 35 pays d'Afrique bénéficient de son aide depuis 1971, année où l'organisation a été créée. L'un de ses principaux atouts est sa très grande expérience régionale de la vulgarisation participative en milieu rural, de la multiplication, du traitement et de l'utilisation du matériel végétal pour le manioc et, enfin, de la démonstration des techniques post-récolte.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** **Mozambique:** Appui au développement des associations de producteurs (n° 155)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** MOVIMONDO - Molisv

**Objectifs et activités:**

La proposition, élaborée par MOVIMONDO – Molisv en collaboration avec le FIDA et la municipalité de Rome, s'inspire de l'expérience de l'ONG et des opérations qu'elle mène au Mozambique. Elle est d'autre part conforme à la stratégie de développement adoptée par le FIDA pour le pays et suit les grands axes du Projet d'appui au PAMA.

À partir de la stratégie adoptée par le FIDA pour le Mozambique ainsi que de l'expérience de MOVIMONDO – Molisv, il est apparu que, si l'on continuait à privilégier uniquement les cultures vivrières, il ne serait pas possible de faire reculer sensiblement la pauvreté rurale. En effet, l'accroissement des revenus en milieu rural et la croissance économique d'une façon générale dépendent de l'aptitude des petits producteurs à mieux s'intégrer dans un marché en expansion rapide. Mais plusieurs facteurs les empêchent de le faire, notamment le manque de compétences en matière de commercialisation, d'organisation et de négociation; le manque d'information sur le marché et les prix; la précarité des infrastructures, en particulier routières; les faibles niveaux de production; l'absence de réseau commercial intermédiaire en milieu rural; et, enfin, la concentration des forces du marché entre les mains de grands groupes agro-alimentaires.

L'expérience faite par le FIDA et par MOVIMONDO - Molisv au Mozambique montre que la solution de bien des problèmes qui empêchent les paysans d'améliorer leur situation économique passe par la mise en place de groupements et d'associations, notamment pour les cultures et la commercialisation des produits agricoles. D'un autre côté, le succès du projet d'appui au PAMA, qui a pour but de résoudre ces problèmes avec l'aide du FIDA, dépendra pour beaucoup du choix des partenaires d'exécution.

C'est pourquoi, d'un côté le projet PCE proposé reprendra les grands axes du PAMA tirera des enseignements et rassemblera des données d'expérience dont celui-ci pourra tirer parti et, de l'autre, renforcera les capacités d'organisation et d'exécution des associations locales de paysans, de commerçants et, plus généralement, de producteurs. La municipalité de Rome apportera un appui pour la construction ou la remise en état de deux entrepôts de stockage de produits agricoles.

Le projet a plus précisément pour objectifs:

- d'encourager la création et l'homologation officielle des associations locales de production et de commercialisation agricoles;
- d'améliorer les capacités de manutention post-récolte et d'entreposage sur les exploitations;
- d'aider à la commercialisation des produits locaux;
- de relier les associations de producteurs aux marchés ruraux et de renforcer leur pouvoir de négociation avec les commerçants;
- d'encourager la protection de l'environnement, dans un contexte particulier de vulnérabilité aux inondations et à la sécheresse.



ANNEXE

MOVIMONDO – Molisv travaille au Mozambique depuis une vingtaine d'années. Depuis 1992, année où le processus de paix s'est consolidé dans le pays, l'organisation a été en mesure de se concentrer sur des projets destinés à lutter contre la pauvreté et rétablir les services de base. À l'heure actuelle, elle soutient des projets à moyen et à long terme dans divers secteurs: développement rural intégré, mise en place d'institutions pour les questions d'environnement, approvisionnement en eau, sécurité alimentaire et problématique hommes-femmes. En septembre 1998, elle a entrepris un programme de trois ans, financé par la Commission européenne et axé sur les questions de sécurité alimentaire, dans les provinces de Manica et de Zambezia. Par ailleurs, elle mène dans les provinces de Gaza, Manica, Sofala et Zambezia quatre projets de développement rural portant sur l'appui technique et la formation professionnelle, la remise en état des infrastructures, le reboisement, l'approvisionnement en eau, l'élevage et le crédit pour la production agricole et la commercialisation.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** **Chili:** Renforcement des capacités de formulation, d'élaboration des procédures et d'exécution de projets de lutte contre la désertification dans 30 communautés rurales (n° 156)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** CODEFF

**Objectifs et activités:**

Le don du PCE servira à former des membres de 30 communautés rurales de la région IV (Coquimbo) à la formulation des projets et aux procédures liées à la mise en oeuvre du plan d'action national élaboré pour donner suite à la Convention sur la lutte contre la désertification. La pauvreté est très répandue dans cette région qui souffre d'une désertification avancée. Les activités financées par le don seront menées parallèlement à celles du projet de développement agricole pour les collectivités paysannes et les petits exploitants de la Quatrième région qu'appuie le FIDA.

Il s'agit de sensibiliser les ruraux aux problèmes de la désertification et de les former en donnant aux communautés les outils de base nécessaires pour faire un bilan de la situation écologique locale. Le don servira à mettre au point des projets locaux pour définir diverses stratégies de lutte contre la désertification tout en renforçant les capacités des agents des services publics régionaux qui pourraient aider à mener lesdits projets. Il servira également à mettre en place des mécanismes susceptibles d'aider à bien présenter les projets et à garantir leur mise en oeuvre. Les activités devraient durer une année.

La mission du CODEFF, qui a été créé en 1968, est de protéger les écosystèmes du Chili et ses ressources naturelles afin d'assurer un développement durable et une meilleure qualité de vie à ses habitants. L'ONG entretient des liens actifs avec diverses grandes organisations internationales et compte sept sections dans tout le Chili.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** **Mongolie:** Projet de culture de quinoa à petite échelle dans la province d'Arhangai (n° 157)

**Montant du don du FIDA:** 55 000 USD

**Nom de l'ONG:** ADRA

**Objectifs et activités:**

L'ADRA se propose de mener pendant deux ans un projet visant à encourager la culture de quinoa à petite échelle afin de lutter contre la pauvreté dans la province d'Arhangai, en Mongolie. Ce projet sera mené avec la collaboration et la participation du Ministère de l'agriculture et il sera, dans la mesure du possible, intégré dans les activités du projet FIDA de lutte contre la pauvreté rurale dans la province d'Arhangai. Il sera axé sur les secteurs suivants: culture du quinoa; développement des potagers; expérimentation de la culture du quinoa pour la production de fourrage; promotion de la consommation de quinoa à Arhangai et à Ulanbator; enfin, aide aux producteurs locaux pour le traitement des grains afin d'en éliminer la saponine.

L'ADRA, ONG internationale qui travaille dans 150 pays, mène des activités en Mongolie depuis 1994 et a entrepris toute une gamme de projets dans divers secteurs, santé, éducation, action en faveur des groupes vulnérables, agriculture, infrastructures et énergies renouvelables. En 1998, elle a lancé un projet pilote afin de déterminer si le quinoa pourrait être cultivé en Mongolie. Des résultats très prometteurs ont été obtenus avec des rendements supérieurs de plus de 200% à ceux des variétés de blé utilisées comme témoin. Il a alors été proposé d'entreprendre des activités pilotes analogues dans le cadre du projet FIDA de lutte contre la pauvreté rurale dans la province d'Arhangai, pour expérimenter la culture du quinoa, qui pourrait représenter une activité rémunératrice pour les ménages pauvres qui n'ont pas de troupeau.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** **Philippines:** Projet de développement des zones côtières et montagneuses du nord de Mindanao – Expérimentation d’un cadre de planification et d’évaluation des activités de développement destinées aux populations indigènes et aux communautés de pêcheurs (n° 158)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l’ONG:** BMFI

**Objectifs et activités:**

Dans le cadre du projet de développement des zones côtières et montagneuses du nord de Mindanao, qu’il est prévu de mener aux Philippines avec l’appui du FIDA dans le but de fournir une aide au développement en faveur de populations autochtones et de communautés de pêcheurs pauvres, ce don du PCE servira à expérimenter le cadre de planification et d’évaluation pour le renforcement des services publics locaux, des ONG et des organisations populaires. Il s’agit avant tout de renforcer les aptitudes des ONG et des organisations populaires partenaires pour la planification et le développement des barangay du début à la fin, c’est-à-dire depuis la collecte des données jusqu’à la mise en place du système de suivi et d’évaluation. Les quatre grands objectifs sont les suivants:

- i) élaborer un cadre de planification et d’évaluation pour la planification du développement des barangay, depuis la collecte des données (notamment des données sur les activités précises des hommes et des femmes dans les ménages) jusqu’à la mise en place du système de suivi et d’évaluation, moyennant le recours à des outils d’évaluation rurale participative;
- ii) mettre au point des techniques participatives de planification pour la formulation et l’approbation du certificat de revendication des terres ancestrales et la planification de la gestion du développement local, une initiative lancée par le gouvernement pour reconnaître les droits fonciers des populations autochtones sur les terres ancestrales;
- iii) renforcer les capacités des ONG et des organisations populaires partenaires en fournissant une assistance sur place et en dispensant une formation dans certains centres;
- iv) documenter et diffuser l’information par le biais de publications, de manuels et d’études.

Dans un deuxième temps, le don PCE servira à documenter, diffuser et mettre en commun des techniques et un savoir au profit des communautés dont la participation est prévue au projet de développement des zones côtières et montagneuses du nord de Mindanao qui doit débiter prochainement. Les enseignements et expériences tirés devraient être mis à profit pour la mise en oeuvre de ce projet.

La valeur ajoutée de l’organisation BMFI réside dans sa connaissance du travail avec les communautés et les barangay pour assurer un développement durable intégré des régions privilégiant la réforme agraire et la gouvernance locale. Elle a également participé à des actions de développement dans 50 barangay de Mindanao, intégrant certains principes essentiels: participation et développement communautaire; réforme agraire et agriculture durable; accès des communautés aux programmes à caractère juridique intégrant une formation parallèle au sein des organismes mandatés pour rendre justice et résoudre les conflits; constitution de coalitions; enfin, constitution de réseaux grâce à son



ANNEXE

action de participation ou de direction dans les divers conseils régionaux, provinciaux, municipaux et de barangay pour le développement ainsi qu'à d'autres organisations de la société civile. Elle cofinancera le projet pour un montant de 7 300 USD, tandis que les communautés, les ONG participantes et les services publics locaux prendront en charge 9 600 USD supplémentaires.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** **Gaza et Cisjordanie:** Mise en place de coopératives féminines de crédit et d'épargne dans la région de Jéricho (n° 159)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** PARC

**Objectifs et activités:**

Fort de la réussite du programme d'aide et de développement pour la Bande de Gaza et Jéricho, entrepris à l'initiative du FIDA pour améliorer la capacité des femmes à s'insérer dans l'économie de marché, et compte tenu de la création en cours d'un deuxième centre pour les entreprises commerciales féminines à Jéricho, ce projet d'une durée de deux ans a pour but d'améliorer l'accès des femmes les plus démunies de Jéricho et des villages avoisinants à des services de crédit et d'épargne.

Ces derniers temps, le centre en question a eu des difficultés à développer l'accès au financement pour des investissements ou des dépenses courantes car la Banque arabe, qui finance un fonds de garantie des prêts, hésite à consentir des prêts à des groupements tant que les femmes ne seront pas organisées en une structure juridique. C'est pourquoi, encouragé par la création du centre, le PARC, qui est chargé de l'exécution du programme mentionné plus haut, utilisera ce don pour appuyer à titre expérimental la création d'une dizaine de coopératives féminines d'épargne et de crédit dans les villages les plus pauvres du district de Jéricho.

Le projet comporte trois grandes composantes: appui institutionnel aux coopératives féminines d'épargne et de crédit de Jéricho en assurant leur inscription aux registres ainsi qu'en élaborant les règlements intérieurs, les normes de fonctionnement ainsi que les manuels relatifs à l'épargne et au crédit; instauration d'une alliance avec d'autres programmes pilotes financés par le PCE et des projets bénéficiant de l'aide du FIDA pour faciliter les transferts de savoirs et de technologies; fourniture d'une infrastructure de base aux coopératives féminines grâce à la construction d'un siège permanent de coopératives féminines d'épargne et de crédit de Jéricho.

Le FIDA devrait tirer parti de ce projet à long terme, qui lui apportera des éléments nouveaux sur la mise en place de structures viables à long terme de financement rural fondées sur une démarche participative qui puisse répondre aux besoins d'épargne et de crédit des paysannes pauvres. Il sera d'autre part mieux à même de transférer les acquis d'autres projets pilotes ayant donné de bons résultats dans d'autres pays avoisinants.

Dans le cadre du programme soutenu par le FIDA, le PARC a déjà mené à bien un projet de 3 millions de USD destiné à mettre en place des activités génératrices de revenus en faveur des femmes, en collaboration avec une ONG, l'Association italienne pour les femmes et le développement. Le PARC se targue d'une longue collaboration avec les donateurs bilatéraux, les institutions multilatérales et les ONG internationales en matière de développement rural, de protection de l'environnement et de projets de développement en faveur des femmes et il a acquis à ce titre une grande expérience. En prenant à sa charge des frais afférents à l'acquisition des terrains et au travail de construction, il cofinancera le projet pour un montant de 75 000 USD.

En 1987, il a créé à l'intention des femmes une unité qui assure des services de vulgarisation et des services sociaux, et il s'est efforcé de donner aux femmes rurales des moyens d'action en améliorant leur situation financière et sociale. Étant donné les multiples avantages économiques, sociaux et politiques que peuvent comporter les formes collectives de travail, y compris l'occasion qu'elles donnent aux femmes de travailler ensemble et de renforcer leurs compétences en matière d'analyse et



ANNEXE

de prise de décisions, il a créé des coopératives qui assurent des revenus aux femmes. De plus, les coopératives sont pour celles-ci un moyen d'apprendre à gérer plus efficacement leur budget. Pour améliorer l'aspect technique des coopératives, il a été constitué un comité spécial de femmes qui connaissent bien les techniques de transformation de produits alimentaires.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** Népal: Étude sur les modèles possibles pour les zones de moyenne altitude (n° 169)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** SAPPROS

**Objectifs et activités:**

Ce don est destiné à financer une étude que fera SAPPROS afin de rassembler et d'analyser les expériences faites jusqu'ici en matière de développement rural au Népal, compte tenu particulièrement des efforts déployés récemment par le gouvernement dans le sens de la décentralisation. Par la suite, des recommandations seront présentées quant aux modalités institutionnelles souhaitables pour procéder à l'avenir à des investissements de caractère rural dans les districts de moyenne et haute montagne du Népal. L'étude aura également pour but de dégager les modalités les plus favorables à la pérennisation et à la rentabilité, notamment celles qui pourront avoir le plus fort impact sur la croissance et sur la lutte contre la pauvreté. On mettra au point des indicateurs pour le suivi participatif qui devraient permettre d'évaluer les retombées des modèles proposés. S'appuyant sur les fondements théoriques de la nouvelle École d'économie institutionnelle et des travaux classiques de Polanui, elle devrait apporter au FIDA un savoir nouveau sur les modalités institutionnelles et expérimentales à l'échelle mondiale dont pourront tirer parti les opérations de terrain dans les différentes régions.

Sur la base d'un cadre analytique perfectionné, notamment du choix de 50 études de cas, les enquêtes de terrain seront analysées et apporteront des enseignements à partir desquels des recommandations seront formulées. Grâce à cette démarche, SAPPROS dégagera et fera connaître les meilleures pratiques en matière de mise en place d'institutions locales. En particulier, l'étude examinera les moyens de diffuser les techniques agricoles adaptées aux besoins des paysans, d'assurer une maîtrise locale des activités grâce à des méthodes participatives et, enfin, de mettre en place des institutions pour des activités de foresterie dans un cadre communautaire ou dans un système de tenure à bail. On envisagera de mettre en place des réseaux d'irrigation avec la participation des intéressés, qui auront progressivement la maîtrise des activités, et de reproduire en différents endroits des programmes d'électrification des zones rurales fondés sur une démarche participative. Dans toutes ces études, une attention particulière sera accordée aux approches multisectorielles, à la gouvernance locale et à la problématique hommes-femmes. L'étude sera cofinancée par la Fondation Ford qui prendra en charge la création d'une cellule de recherche et de documentation au sein de SAPPROS.

Fondée en novembre 1999, SAPPROS est une fondation à but non lucratif enregistrée en vertu de la loi sur l'enregistrement des organisations de 2034 (année népalaise) et auprès du Conseil national de coordination des services sociaux, et elle est gérée par un conseil d'administration de sept membres. Sa finalité générale est de lutter contre la pauvreté rurale et d'aider les ruraux pauvres à s'organiser pour déterminer leurs propres besoins, de manière à mener des programmes et activités socio-économiques avec efficacité et rentabilité. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) assurer la liaison entre les autorités et les groupements locaux de petits paysans ou d'agriculteurs marginalisés; ii) assurer les services nécessaires aux organisations de développement rural dans les villages; iii) identifier, former et mobiliser les dirigeants et animateurs de ces organisations en faveur du développement local; iv) aider à mettre en place un système de crédit et des activités rémunératrices; v) enfin, apporter sous forme de dons une assistance à des projets de développement rural menés avec la participation de la population.



ANNEXE

SAPPROS fait actuellement des travaux de recherche socio-économique et institutionnelle en collaboration avec des organisations nationales et internationales, par exemple l'étude des options institutionnelles, financée par la Banque mondiale et dont s'inspirera l'étude sur les modèles possibles pour les zones de moyenne altitude. Mis à part le FIDA, l'organisation a déjà apporté un appui technique et financier à des projets menés par l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) et le Centre canadien pour les études et la coopération internationale.

ANNEXE

<b>Nom du pays et intitulé et n° du don:</b>	<b>Philippines:</b> Meilleures pratiques participatives pour la conception, l'exécution et l'évaluation des projets (n° 161)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	75 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	ANGOC

**Objectifs et activités:**

Ces dernières années, le FIDA s'est délibérément employé à introduire des démarches participatives à divers stades du cycle de ces projets. Il s'agissait notamment de renforcer la participation à ses projets des groupes appartenant à la société civile, et en particulier des bénéficiaires des groupes cibles. En 1998, la Division Asie du FIDA a lancé un projet de deux ans financé par un don d'assistance technique et intitulé: "Démarches participatives: tirer parti des expériences des ONG en Asie" dans le but d'être mieux informé sur la gamme des expériences en matière de participation.

À partir des recommandations émanant de ce projet et dans le cadre de l'approfondissement des savoirs, ce don PCE portant sur une année a pour but d'apporter des informations au FIDA et à ses partenaires moyennant l'organisation d'un atelier rassemblant des experts et des agents de terrain venus d'Asie qui utilisent des méthodes participatives. Le don financera également la rédaction d'un "manuel sur la participation" qui s'inspirera des résultats de l'atelier. Il servira de guide pour les méthodes et outils participatifs qui pourraient aider le FIDA à intégrer la participation ou à la renforcer en particulier dans son propre cycle de projets.

L'atelier devrait avoir lieu avant la quatrième réunion du comité de pilotage du projet, qui est prévu pour juillet 2000 à Bangalore, en Inde.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** Madagascar: Renforcement de la participation à la conception, l'exécution et le suivi des projets (n° 162)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** AHM/Kiomba

**Objectifs et activités:**

Pour répondre aux besoins dégagés lors du bilan à mi-parcours dont a fait l'objet le projet de mise en valeur du Haut Bassin du Mandraré, le don PCE servira à définir les moyens les plus efficaces de résoudre, durant le reste de la première phase, les problèmes actuels de ciblage des activités ainsi que d'accroître la participation des femmes et des paysans les plus pauvres en améliorant la stratégie et la conception du projet pour la deuxième phase qui est envisagée. Le don a été consenti à AHM/Kiomba parce qu'elle a été associée depuis le début à la première phase du projet en obtenant de bons résultats et parce qu'elle est bien connue des communautés locales.

Les activités financées par le don auront les objectifs suivants:

1. Évaluer les besoins des femmes dans le cadre des organisations communautaires et des activités de projet pour mettre en place des mécanismes qui leur assureront une autonomie économique durant le reste de la période d'exécution du projet. Le processus de planification avec la participation de la communauté devrait avoir pour effet d'intégrer les différents aspects de la problématique hommes-femmes dans toutes les activités du projet.
2. Définir le ou les groupe(s) cible(s) à inclure dans la deuxième phase et définir avec les nouvelles communes concernées une stratégie de planification et d'exécution participative pour les activités qui seront menées avec l'appui du projet.
3. Renforcer la capacité de l'ONG à dresser des plans avec la participation de la communauté.

Le don financera les activités suivantes: a) études sur l'exécution de manière à cibler les activités sur les femmes et les paysans les plus pauvres des quatre communes (une population totale de 35 000) visés par le projet de mise en valeur du Haut Bassin du Mandraré, un suivi étant prévu sur le terrain jusqu'en avril 2001 pour expérimenter de nouvelles méthodes avec les communautés locales; b) des évaluations socio-économiques de terrain accompagnées d'ateliers participatifs dans les cinq nouvelles communes (une population de 41 000 habitants) pour définir les activités à mener durant la deuxième phase envisagée. Le groupe cible comprend des familles de petits exploitants possédant quelques bovins et petits ruminants, des familles sans bétail et des membres d'associations communautaires. C'est à partir de ces deux activités que sera déterminée la composition du groupe cible pour la deuxième phase du projet.

Sur la base des activités financées par le don proposé, on pourra tirer des enseignements sur la participation communautaire, la détermination des groupes cibles et l'intégration des femmes dans les activités, qui pourraient être mis à profit par d'autres projets du FIDA à Madagascar ainsi que dans d'autres pays d'Afrique orientale et australe.

AHM/Kiomba est une ONG locale créée en septembre 1992 dans le but d'encourager la participation des bénéficiaires aux activités de développement et de renforcer leur capacité de gestion des initiatives de développement. Cette ONG a collaboré à deux projets du FIDA à Madagascar – le projet de mise en valeur du Haut Bassin du Mandraré et le projet d'appui au développement du Moyen-Ouest - pour organiser des groupements de paysans viables à long terme. Elle a également



ANNEXE

collaboré de très près avec le Fonds mondial pour la nature à des activités de reboisement menées avec la participation des bénéficiaires, ainsi qu'avec divers autres bailleurs de fonds à des campagnes de sensibilisation, des études et enquêtes spéciales, des études socio-économiques, des activités de formation et la mise en oeuvre de projets.

ANNEXE

**Nom du pays et intitulé et n° du don:** République de Moldova: Projet de développement du financement rural et des petites entreprises (n° 163)

**Montant du don du FIDA:** 75 000 USD

**Nom de l'ONG:** MMA

**Objectifs et activités:**

Le don a pour but de résoudre les problèmes liés au fonctionnement actuel des associations d'épargne et de crédit (AEC), que l'on peut résumer comme suit: a) l'épargne est peu mobilisée, en raison de la faiblesse des revenus, de l'inflation, des faibles taux d'intérêt et du faible degré de monétisation de l'économie (prédominance du troc). C'est pourquoi, pour consentir des prêts, les AEC continuent de dépendre de sources extérieures; b) les produits de crédit, peu nombreux, sont surtout composés de prêts saisonniers à court terme; c) les paysans les plus pauvres ont de graves difficultés à s'intégrer aux associations et à obtenir des prêts; enfin, d) les régions les plus pauvres du pays n'ont pas encore d'association de ce type. On s'attaquera à ces problèmes en aidant les AEC de la région de Balti, où sera créé un centre régional de développement, et en mettant sur pied une cellule de recherche et d'évaluation au niveau national.

Le don sera directement relié au projet de développement du financement rural et des petites entreprises, qui vient d'être approuvé et dont l'un des principaux objectifs est de faciliter la participation des ruraux pauvres à la commercialisation des produits agricoles et au développement rural, et de contribuer à la mise en place de systèmes de prestation de services financiers adaptés à la demande. Les activités du projet ont pour but de renforcer les activités économiques et commerciales dans les zones rurales et d'améliorer l'accès des ruraux pauvres aux services. Parmi les toute premières interventions figurent la création de nouvelles AEC dans la région d'Ungheni, en insistant dès le début sur la mobilisation de l'épargne et la mise en place du système d'assurance des dépôts.

L'expérience acquise grâce aux activités financées par le présent sera utile au projet dans la mesure où l'on aura expérimenté et évalué les opérations des AEC dans ou vers les zones les plus pauvres et les plus difficiles d'accès. En mettant en place et en développant les produits de l'épargne, le don aidera à mobiliser l'épargne, ce qui est l'objectif du projet. En renforçant la capacité de suivi et de l'évaluation des AEC et en créant une base de gestion des savoirs, on pourra aider toutes les AEC du pays, qu'elles aient été créées dans le cadre du projet ou dans celui d'autres projets de développement. Il s'agit là d'un élément primordial étant donné le potentiel et les risques que comportent les AEC. À pleine maturité, l'unité de recherche, d'évaluation et de développement sera confiée à la fédération des AEC.

La MMA a été fondée en 1997 pour mettre en place un réseau d'AEC. Elle a pour objectif de créer un système national d'AEC capable de donner à la population rurale un accès durable aux services financiers. Son groupe cible est nouveau et comprend de petits propriétaires terriens des zones rurales de la République de Moldova pour lesquels la période actuelle de transition est source de nombreuses difficultés. L'accès au crédit permet souvent à ces familles d'acheter pour la première fois des animaux, d'acheter des semences et les services d'un tracteur ainsi que de transformer le produit de leurs récoltes. Depuis sa fondation, la MMA a créé plus de 117 AEC villageoises, avec d'excellents résultats. Près de 10 000 familles rurales bénéficient de prêts par leur intermédiaire, et le taux de remboursement est de 99,4%. Soixante-dix autres AEC sont en cours de création et commenceront à octroyer des prêts durant la saison agricole de printemps. Une étroite collaboration s'est instaurée avec tous les partenaires du système (AEC, institutions de refinancement, organismes de contrôle) et l'organisation est dotée d'un solide cadre juridique et réglementaire.

ANNEXE

<b>Nom du pays et intitulé et n° du don:</b>	<b>Arménie:</b> Projet de services agricoles dans le nord-ouest (n° 164)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	75 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Union pour le développement des groupements d'action civique (Shen)

**Objectifs et activités:**

L'effondrement du système de collectivisation qui a suivi l'accession de l'Arménie à l'indépendance a obligé les paysans, les communautés rurales et les gestionnaires à s'adapter aux conditions de vie et de travail de l'économie de marché. Malheureusement, le manque de capacités, d'infrastructures, de ressources et de savoirs ont eu de graves conséquences sur les conditions de vie en milieu rural. Les activités prévues dans le cadre du projet aideront à donner aux ONG locales des moyens d'action pour appuyer les initiatives de base destinées à atténuer les problèmes sociaux dont sont victimes les régions isolées du pays. Le don aidera les ONG à renforcer les capacités, notamment en matière de gestion, de ressources humaines et d'exécution du projet.

Les activités du projet débiteront par une étude de caractère général sur les ONG axée sur le développement économique du district de Lori. On fera ensuite un bilan des capacités pour déterminer la situation actuelle des ONG et savoir si elles sont prêtes à participer au projet. Il est prévu que sept à dix ONG soient retenues à ce stade. Un cours de formation à la gestion des ONG, d'une durée de six semaines, sera mis en place pour les groupes visés et portera sur les aspects suivants: gestion des ONG/gestion des projets; formation aux nouvelles méthodes financières et comptables; gestion des petites entreprises; commercialisation; enfin, questions juridiques. L'expérience d'autres programmes de formation menés en Arménie a montré que la formation manque généralement ses objectifs si elle se limite à des cours magistraux et si elle n'est pas suivie d'activités concrètes sur le terrain. À cet effet, une petite fabrique de chips sera créée de manière à mettre en pratique les compétences acquises lors du programme de formation. Lorsqu'elle fonctionnera à plein régime, elle servira de modèle pour des activités ultérieures du même ordre. Les activités du projet sont conçues pour durer une année.

Shen a été créée il y a dix ans pour aider à résoudre les multiples problèmes entraînés par le très grave séisme, l'effondrement économique et la crise politique qui ont fait suite à l'accession de l'Arménie à l'indépendance. À l'heure actuelle, l'organisation participe à plusieurs activités de mise en place de petites infrastructures, à la réinstallation de réfugiés, à des projets de développement communautaire et à l'organisation d'activités rémunératrices dans toute l'Arménie. Elle a été choisie pour exécuter la composante développement communautaire du projet de services agricoles dans le nord-ouest, qui est financé par le FIDA, et, dans ce cadre, elle devrait mener une centaine de microprojets dans les districts de Shirak, Lori et Aragatsotn. La mise en oeuvre a débuté en 1999, après un travail de recherche de base, une évaluation des besoins et la création de groupements d'action civique. La première année d'exécution, Shen a mené à bien 27 microprojets pour un coût total de 325 000 USD dans les trois districts. Environ 13 000 ruraux en ont bénéficié directement.

ANNEXE

<b>Intitulé du don:</b>	Programme d'échanges et de formation communautaires – institutions coordonnatrices sous-régionales du Réseau international ONG sur la désertification (RIOD) en Afrique occidentale, orientale et australe, en Amérique latine, en Afrique du Nord et en Asie (n° 165-170)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	Six dons d'un montant total de 450 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Unité mondiale de coordination du RIOD et cinq institutions coordonnatrices sous-régionales du RIOD en Afrique occidentale, orientale et australe, en Amérique latine, en Afrique du Nord et en Asie

**Objectifs et activités:**

Il est amplement démontré que les échanges directs entre utilisateurs des ressources naturelles (paysans, éleveurs, etc.) sont les moyens les plus rentables d'assurer un transfert de technologie. Si nul ne conteste l'intérêt de cette démarche et si ces échanges sont de plus en plus encouragés ponctuellement par les bailleurs de fonds et les ONG, il n'existe pas de cadre institutionnel permettant d'organiser systématiquement des échanges et une formation communautaires qui intéresseraient de nombreux projets menés par des donateurs. Il n'existe pas non plus de mécanisme bien rodé pour intégrer dans ce "mouvement d'échanges" les communautés géographiquement isolées/ou économiquement marginalisées dont le savoir traditionnel est de ce fait inexploité. Il en va de même pour les paysans dont les innovations restent inconnues de ceux qui pourraient les reprendre à leur compte, faute de vecteur d'échanges approprié.

Le programme d'échanges et de formation communautaires a précisément pour but de combler cette lacune en instituant un cadre de partenariat souple pour regrouper les projets financés par des bailleurs de fonds, les interventions des ONG et les communautés qui seraient autrement oubliées par les projets de développement.

Plus précisément, conformément à l'objectif stratégique du FIDA qui est de donner aux utilisateurs des ressources directement accès à l'information sur des activités viables dans leur contexte et avec les ressources dont ils disposent, ce programme a pour but de mobiliser et de faire connaître les techniques et savoirs traditionnels disponibles sur la gestion durable des ressources naturelles dans les régions exposées à la sécheresse en organisant des visites d'échange entre communautés locales, accompagnées d'une formation appropriée des membres des communautés et des ONG associées à l'initiative. La diffusion des techniques et savoir-faire traditionnels ainsi que la sensibilisation aux questions de pérennisation, outre l'effet bénéfique qu'elles auront immédiatement sur les communautés participantes, devraient jouer un rôle important dans le renforcement des capacités et donc dans la phase préinvestissement, en ce sens qu'elles jetteront les bases de projets ultérieurs de conservation des sols et des eaux dans les régions qui n'ont pas bénéficié jusqu'ici de ce type de projet. Par là même, le programme vient appuyer la mise en oeuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification et renforcer l'engagement du FIDA envers son mécanisme mondial.

RIOD est un réseau international d'ONG du monde entier doté de centres coordonnateurs aux niveaux sous-régional, régional, national et mondial, qui ont été choisies en consultation avec d'autres ONG ou organisations communautaires dans les pays ou régions concernés. Il a été constitué en 1994 pour appuyer la mise en oeuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification et vise à encourager les échanges d'information et de données d'expérience entre régions, ainsi qu'à instaurer des partenariats et faire appliquer des démarches participatives dans divers programmes d'action entrepris à l'appui de la mise en oeuvre de ladite Convention.